

L'école, un rêve qui se dérobo pour Freysinger

> **Valais** Tous les partis aimeraient gérer le Département de l'éducation, de la culture et du sport

> **L'élue UDC** aura du mal à s'en emparer

Marie Parvex

Tout, mais pas Oskar Freysinger. C'est ce que semble penser une majorité des employés du Département de l'éducation, de la culture et du sport (DECS). La première réunion des nouveaux membres du Conseil d'Etat valaisan a eu lieu mercredi matin. Mais elle n'a pas permis de déterminer la répartition des départements. Les enseignants devront attendre jusqu'au 1er mai, date de la première séance officielle du nouveau collège, pour savoir qui sera leur chef.

Parmi les têtes pensantes du département, on a «angoissé» à l'idée d'avoir le nouvel élu UDC, lui-même enseignant au collège, comme patron. En raison de ses positions sur l'école. Oskar Freysinger écrivait par exemple dans son programme de campagne qu'il fallait «renforcer la prise en charge d'élèves avec de graves déficits dans des classes spéciales...» Une idée qui hérisse ceux qui, au département, ont justement fait le choix de l'intégration.

Mais ceux-là sont moins craintifs aujourd'hui, voyant que les autres partis ne semblent pas prêts à accorder à l'UDC le département dont il rêvait. Stéphane Rossini, conseiller national socialiste, a écrit dans le journal socialiste valaisan qu'Oskar Freysinger devait se charger de la Sécurité. Et le président du PDC du Valais romand, Michel Rothen, lui aussi enseignant, ne se privait pas de dire au lendemain des élections qu'il n'imaginait pas l'UDC à la tête de l'Education.

C'est que ce département en mains PLR depuis 1981 attise toutes les convoitises, maintenant que

le parti a perdu son siège. Les principales réformes de l'éducation sont terminées. Le Valais s'est doté d'une haute école pédagogique (HEP) pour former ses enseignants, l'enseignement dans les cycles d'orientation a été modifié, le programme de l'école obligatoire a été harmonisé avec les plans d'études des autres cantons latins. Le parlement doit encore se prononcer sur la réorganisation de l'enseignement primaire, mais la nouvelle loi est prête.

Aux yeux des partis, il ne reste plus qu'à inaugurer les onze chaires de l'EPFL qui vont s'implanter prochainement en Valais. «C'est une étape qui marquera l'histoire du canton», dit-on au PDC. Une vision simpliste de la question pour Jean-François Lovey, chef du Service de l'enseignement. «Il subsiste encore des questions sur l'avenir des

Les autres partis ne semblent pas prêts à accorder au ministre UDC le département dont il rêvait

écoles de commerce, sur la durée des études gymnasiales et, surtout, il y a toujours plus de jeunes qui ne trouvent pas de débouchés et sont en proie à diverses difficultés familiales et professionnelles», souligne-t-il.

Dans les hautes sphères de l'administration cantonale, quelques hypothèses récurrentes circulent. Maurice Tornay avait la charge de trois départements très lourds avec les Finances, la Santé et les Institutions. Bientôt à l'âge de la retraite, il ne devrait pas se représenter dans quatre ans. Ils étaient plusieurs à imaginer mercredi qu'il pourrait reprendre l'Ecole et laisser la Santé après les grandes difficultés qu'il a rencontrées lors de la réforme du système hospitalier. Certains PDC estiment aussi que Jean-Michel Cina, qui a œuvré à la venue de l'EPFL en Valais, devrait pouvoir gérer les hautes écoles puisque ces



Oskar Freysinger le soir de son élection. Il risque de devoir céder le Département de l'éducation à un ministre PDC. SION, 17 MARS 2012

dernières sont souvent liées au développement économique dont il a la charge.

Deux choses semblent certaines. Premièrement, il sera très difficile pour Oskar Freysinger d'obtenir le département convoité par le PDC. Ce qu'il semble avoir compris. «Je prendrai ce que l'on m'attribuera, mais je me battraï pour que la gauche n'obtienne pas la gestion de

l'Education en Valais», déclarait-il dans *Le Matin* il y a cinq jours.

Deuxièmement, les départements seront considérablement remaniés. Même si les conseillers d'Etat sortants semblent avoir du mal à se séparer des services qu'ils ont conduits. «Par attachement aux collaborateurs, pour continuer les projets en cours, et parfois pour ne pas se faire traiter de couard en

abandonnant un département difficile», explique-t-on au PDC.

Et les dossiers difficiles ne manquent pas en Valais. La construction de l'autoroute dans le Haut-Valais fait débat depuis des décennies. L'aménagement du territoire promet d'être un sujet brûlant avec l'entrée en vigueur de la nouvelle LAT et de la Lex Weber. La correction du lit du Rhône mange

les terres de paysans furieux. La construction d'une ligne à très haute tension provoque de multiples oppositions à la veille des négociations sur les contrats d'exploitation des barrages. Autant de sujets sur lesquels l'UDC s'est la plupart du temps positionnée en critique de l'Etat. Et désormais autant de pièges potentiels pour le ministre Oskar Freysinger.

Et si le ministre UDC devenait le chef de son ancien rival?

> **A la Sécurité, Oskar Freysinger se retrouverait au-dessus du commandant de la police, Christian Varone**

Selon les bruits de coulisses, la socialiste Esther Waeber-Kalbermatten semble prête à lâcher la Sécurité, un service que le PS verrait bien entre les mains d'Oskar Freysinger pour le confronter à ses idées.

La solution ne déplairait pas, ni à la police, ni dans les prisons. Esther Waeber-Kalbermatten y est décrite comme une ministre avec qui il est facile de dialoguer, mais qui prend

peu de décisions. Confrontée à des conflits au sein des prisons, notamment en raison d'un chef de service peu apprécié, elle n'a pas réussi à s'en séparer alors que l'occasion d'une réorganisation du service aurait pu le lui permettre. Certains décrivent encore des dossiers dont elle retarde la présentation au Conseil d'Etat sans raison apparente. Ou des changements nécessaires qui tardent à venir pour les employés sur le terrain.

Oskar Freysinger représente l'espoir d'une gestion plus dynamique, même si dans les services concernés certains appellent que la marge de manœuvre du conseiller d'Etat sera limitée. En raison par exemple d'ac-

cords intercantonaux sur les prisons ou d'effectifs limités à la police.

Mais si l'UDC prend la tête de la Sécurité, il sera le supérieur de son ancien adversaire de campagne, Christian Varone, tout juste réintégré à son poste. Une situation qui ne serait apparemment pas de problème. Oskar Freysinger répondait à Darius Rochebin dimanche qu'il avait bu le café avec Christian Varone et qu'il avait une bonne relation avec lui. Reste que la campagne pour le Conseil d'Etat les a vus s'affronter violemment autour de la procédure juridique de Christian Varone en Turquie. Et que dans tous les débats sur les questions de sécurité, Christian Varone critiquait vertement les idées

d'Oskar Freysinger. «Le premier a beaucoup axé sa gestion sur la prévention alors que le second a une vision plus répressive de la sécurité», décrit-on dans les services concernés. Ils sont plusieurs à penser que Christian Varone ne souhaiterait pas rester longtemps à la tête de la police dans ces conditions. D'autant que son retour ne semble pas si simple pour les agents. «Les policiers sont scandalisés et se sentent décredibilisés par la manière dont Christian Varone a pu reprendre son poste sans enquête disciplinaire alors qu'eux-mêmes y sont soumis», décrivent plusieurs sources proches de la police. **M.P.**

► **Le drapeau «schtroumpf»**: page 10

Enquêtes ouvertes pour cyberespionnage

> **Genève** Le clan Khrapunov se dit victime d'attaques informatiques des autorités kazakhes

Alors que le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a entamé mercredi une visite officielle au Kazakhstan et en Azerbaïdjan, la guerre larvée que se livrent les autorités kazakhes et le clan Khrapunov se poursuit. Deux procédures pénales ont été ouvertes en janvier à Genève et à Zurich suite au dépôt de plaintes contre inconnu pour «accès indu à un système informatique», «soustraction de données» et «actes exécutés sans droit pour un Etat étranger».

Les plaintes ont été déposées par Viktor Khrapunov et par le collaborateur de l'étude d'avocats Lalive à Zurich, qui travaille pour l'ex-ministre kazakh. Une troisième plainte a été déposée en mars à Genève par un avocat de Leila Khrapunova, l'épouse de Viktor Khrapunov.

Selon les plaignants, les autorités kazakhes sont derrière ces attaques. Responsable de la communication de Viktor Khrapunov, le consultant Marc Comina accuse: «A plusieurs reprises, on a tenté de placer des virus espions dans les ordinateurs de Viktor Khrapunov et de ses avocats.» Il ne peut pas s'agir d'autre chose, nous indique

l'avocat genevois, qui a déposé plainte et préfère rester anonyme. Les noms des enfants Khrapunov figurent dans le sujet des e-mails compromettants, qui ont clairement été fabriqués à notre seule intention.» Pour Marc Comina, «il est choquant de constater que le gouvernement kazakh, qui pratique au quotidien la propagande d'Etat et l'espionnage, adopte sans vergogne les mêmes méthodes autoritaires et antidémocratiques sur territoire suisse dans le but d'intimider les opposants au régime.» Chargé du dossier, le procureur Jean-Bernard Schmid indique simplement que «des faits dénoncés ne sont pas négligeables. L'enquête est en cours.»

Bataille de communicants

La famille Khrapunov, soit le couple et leurs enfants adultes Elvira et Iliyas, est elle-même sous le coup d'une enquête pour blanchiment, ouverte à l'automne dernier. Le parquet genevois avait donné suite à une demande d'entraide judiciaire adressée au printemps 2012 par le Kazakhstan. Viktor Khrapunov est accusé d'avoir usé de ses fonctions pour permettre à

son épouse de s'enrichir dans des opérations immobilières.

Dans cette histoire, les communicants tentent chacun de tirer leur épingle du jeu. En février et en mars derniers, le cabinet juridique zurichois Homburger, mandaté par les autorités kazakhes pour ses relations publiques, avait approché des journaux allemands, parmi lesquels la NZZ, pour leur montrer les documents liés à la demande d'entraide judiciaire. Contacté ce mercredi, le cabinet Homburger n'a pas répondu au *Temps*.

Pour Marc Comina, la vindicte des autorités kazakhes aurait un motif autre que la corruption. Son client «donne de nombreuses interviews en Occident et dans les rares médias indépendants kazakhs pour dénoncer les pratiques actuelles et passées du gouvernement, en particulier le pillage systématique des infrastructures et des ressources de l'Etat. Pour l'Etat kazakh, qui investit des milliards dans de grandes campagnes internationales pour polir son image à l'étranger, c'est un empêchement de tourner en rond qu'il faut faire taire.» Le mariage du fils Iliyas avec la fille du milliardaire Mukhtar

Ablyasov, opposant du président Noursoultan Nazarbaïev, au pouvoir depuis 22 ans, n'aurait pas arrangé les choses. Iliyas Khrapunov est connu en Suisse pour ses extravagants projets immobiliers. Son père fut ministre et maire de l'ancienne capitale avant de trouver refuge à Genève (LT du 28.12.2011).

Le président kazakh, évoquera-t-il cette affaire avec Johann Schneider-Ammann? L'objectif du déplacement est clair: «Renforcer les relations économiques avec ces partenaires toujours plus importants et membres du groupe de vote suisse aux institutions de Bretton Woods», indiquait mardi le Département fédéral de l'économie.

Lors de la dernière session parlementaire, le conseiller national Carlo Sommaruga (PS/GE) interpellait le Conseil fédéral pour savoir «comment les droits humains sont-ils mis à l'agenda de ce voyage». Le porte-parole du DEFR, Eric Reumann, indiquait mercredi que «la Suisse a toujours le souci de rappeler les valeurs d'une société démocratique».

Albertine Bourget BERNE

La libre circulation sera tranchée plus tard

> **Migration** Le Conseil fédéral dans l'embarras

Le Conseil fédéral a mené mercredi une première discussion sur l'activation de la clause de sauvegarde dans le but de ralentir l'immigration en provenance de l'UE. Mais il n'a pris aucune décision, indique son porte-parole, André Simonazzi. Celui-ci rappelle qu'en raison de calendriers différents, le gouvernement doit se prononcer avant fin avril sur l'éventuelle reconduction de la clause de sauvegarde pour les huit Etats de l'ex-bloc de l'Est entrés dans l'UE en 2004, et d'ici à fin mai au plus tard pour les 17 autres Etats.

«Arguments politiques»

Le Conseil fédéral a ainsi la possibilité de se prononcer en deux temps. Mais il paraîtrait plus clair qu'il ne prenne qu'une seule et unique décision, l'utilisation de la clause de sauvegarde étant très controversée au sein de l'UE. Pour se prononcer, le gouvernement se fondera sur les chiffres «et sur des arguments politiques», insiste André Simonazzi.

Pour les huit Etats au bénéfice de la libre circulation depuis 2006,

le nombre maximal de permis B a été dépassé en 2012 et la clause de sauvegarde a été mise en vigueur. Depuis le 1er mai 2012, 2180 permis B ont été accordés, conformément au contingent fixé. Cela a entraîné un accroissement des autorisations de courte durée de type L. Selon la statistique de février, 15 182 permis L ont été accordés les douze mois précédents à des ressortissants de ces Etats. Or, si le nombre d'autorisations de courte durée dépasse 15 218 entre le 1er mai 2012 et le 30 avril 2013, un nouveau contingentement sera possible pour la période mai 2013 - avril 2014.

Pour les 17 autres Etats membres, les seuils de référence sont fixés à 56 268 permis B et à 57 267 permis L pour la période juin 2012 - mai 2013. Si, à fin mai, le nombre total de permis B est plus élevé, le Conseil fédéral peut théoriquement mettre la clause de sauvegarde en œuvre, mais pour un an seulement. Or, la statistique de fin février (LT du 10.04.2013) montre qu'on est tout près des chiffres maximaux prévus. **Bernard Wuthrich** BERNE